

Comment va la Suisse ? Couchepin et Blocher croisent le fer

Par JONAS FOLLONIER et NICOLAS JUTZET

DEBAT. Immigration, Europe, économie, médias... Les anciens conseillers fédéraux Christoph Blocher et Pascal Couchepin se sont réunis à Berne à l'invitation du *Regard Libre* pour confronter leurs regards sur la situation actuelle de la Suisse et les défis qu'elle rencontre.



L'UDC Christoph Blocher et le PLR Pascal Couchepin, collègues au gouvernement fédéral de 2004 à 2007, sont d'humeur joviale au moment de se revoir au Bellevue Palace, à Berne. © DANIEL WITTMER POUR LE REGARD LIBRE

Ils n'avaient plus débattu ensemble depuis la non-réélection de Christoph Blocher au Conseil fédéral en 2007. C'est très amicalement qu'ils se retrouvent seize ans plus tard dans ce salon du Bellevue Palace, à deux pas du Palais fédéral, afin de parler de leur passion commune, le destin de leur pays. Les deux anciens membres du gouvernement sont arrivés bien en avance pour ce rendez-vous bernois. L'interview débutera cependant avec vingt minutes de retard, tant les ex-collègues et éternels adversaires ont d'anecdotes à partager et de questions à se poser.

Les petites piques fusent déjà. L'un a douze petits-enfants, l'autre onze. Couchepin refuse à Blocher le statut de libéral-conservateur, lui préférant l'étiquette de conservateur-démocrate. Blocher accuse malicieusement Couchepin d'avoir participé à son éviction en 2007 – celui-ci nie tout en ajoutant que s'il n'a jamais concouru à cette non-réélection, il s'en est néanmoins réjoui. Et le débat peut commencer. Le PLR valaisan cède le premier mot à l'UDC zurichois : « Parole au plus âgé. »

Le Regard Libre: Comment va la Suisse ?

Christoph Blocher (C. B.): En comparaison avec les autres pays, la Suisse se porte très bien! Les Suisses ont l'impression de vivre dans un paradis. Or cette impression est pernicieuse. Alors que nous sortons d'une longue période de prospérité, notre situation va se dégrader: la Suisse ne peut continuer d'aller bien que si elle a le courage de rester indépendante et de décider elle-même de son destin.

Pascal Couchepin (P. C.): Je partage le point de vue qu'en comparaison internationale, la Suisse va très bien. Je suis également d'accord sur le fait que l'avenir sera moins rose. C'est l'histoire de l'homme qui tombe d'un gratte-ciel: au vingt-cinquième étage, il se dit que jusqu'ici tout va bien, mais il lui reste encore vingt-cinq étages à tomber. Or ce qui est important, ce n'est pas la chute, mais l'atterrissage. Peut-être sommes-nous unis sur le constat, mais en tout cas pas sur les solutions pour le futur. Pour faire

face, nous devons être ouverts sur le monde, en particulier avec nos partenaires, l'Union européenne (UE) en tête. Il faut trouver un accord avec elle, notamment pour le bien de la recherche suisse, qui doit rester compétitive. En effet, la recherche, c'est comme les glaciers: quand ils disparaissent, il y a un problème d'irrigation pour les rivières et les barrages. Je suis d'ailleurs moi aussi pour une Suisse indépendante, mais il faut avoir un peu de réalisme. Un pays avec 9 millions doit être prêt à perdre un peu de liberté pour participer à des organismes comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Nous avons également besoin d'une certaine immigration pour relever le défi démographique qui se pose pour le financement des institutions sociales, alors que notre taux de natalité est bas.

C. B.: Quand on demande aux citoyens ce qu'ils pensent de la Suisse, ils disent qu'elle est géniale. Quand on pose la même question aux politiciens, ils formulent principalement des critiques contre le modèle qui a fait notre succès. Ils regrettent qu'elle ne soit pas plus intégrée aux institutions internationales. Personnellement, j'estime qu'il est préférable que la Suisse plaise à ses habitants plutôt qu'à sa classe politique. J'ai longtemps été un industriel, actif un peu partout dans le monde. L'économie est une composante importante de la vie

humaine, mais celle-ci ne se résume pas à celle-là. On parle beaucoup du défi démographique, or aujourd'hui le défi est plutôt migratoire, étant donné que la Suisse est le pays qui accueille le plus d'étrangers. Tenez, ces vingt dernières années,

l'Allemagne, qui est neuf fois plus grande que la Suisse, a accueilli 1,1 million d'immigrés, et la Suisse 1,5 millions. Tous nos problèmes trouvent leur source dans cette immigration excessive. La Suisse a toutes les bases légales nécessaires pour remédier à cette situation et appliquer la volonté du peuple, qui a voté oui à l'initiative de l'UDC en 2014, visant à maîtriser ces flux. Mais la politique ne prend pas cette responsabilité.

P. C.: Les Suisses ont toujours été capables d'intégrer des gens. Il est évident qu'avec davantage de gens à accueillir, c'est plus difficile. Mais la Suisse

Christoph Blocher:

« J'estime qu'il est préférable que la Suisse plaise à ses habitants plutôt qu'à sa classe politique. »



© DANIEL WITTMER POUR LE REGARD LIBRE

Christoph Blocher

1940: Naissance à Schaffhouse.

1963-1971: Etudes de droit à l'Université de Zurich, obtient un doctorat.

1983: Rachète l'entreprise EMS-Chemie, dont il a gravi les échelons jusqu'au poste de gérant. Il la cède en 2003 à ses enfants.

1979-2003: Conseiller national.

1986: Crée l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), qu'il préside jusqu'en 2003. Porte la victoire du non de l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen lors de la votation de 1992.

2004-2007: Conseiller fédéral, en charge du Département de justice et police.

2011-2014: Conseiller national.

2014: Investit dans la *Basler Zeitung*, puis dans d'autres médias (dont *Zehnder*)

se trouve au centre de l'Europe: il ne faut donc pas se faire d'illusion, nous ne pouvons pas réduire drastiquement l'immigration. Par ailleurs, je suis ravi d'entendre que nos concitoyens – et même vous aujourd'hui – se disent heureux de la situation actuelle, car à entendre votre parti, nous serions en plein chaos! L'UDC donne l'impression que tous ses adversaires sont incapables de régler les problèmes qui se posent à nous.

L'UDC affirme durant la campagne en cours pour les élections fédérales du 22 octobre: « Beaucoup trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons! ». Est-ce qu'il est possible de définir un seuil tolérable d'immigration ?

P. C.: Il n'y a pas de limite qu'on puisse définir *a priori*. Tout cela dépend au fond de la situation internationale. Sur le plan de l'asile, il est normal d'accueillir des personnes qui fuient la guerre. Il faut trouver des solutions équilibrées au cas par cas, en s'appuyant sur nos atouts tels que la Croix-

Rouge et en nouant des collaborations avec les pays environnants. En ce qui concerne la migration économique, nous avons besoin de personnel, notamment qualifié, par exemple dans l'informatique.

C. B.: Le problème ne concerne pas ce genre de profils, mais ceux qui viennent dans le cadre de la libre circulation des personnes et ne travaillent pas! Or, ils sont trop nombreux. Ajoutons à cela que parmi les gens qui demandent l'asile, beaucoup sont des migrants économiques. Sans parler de l'immigration clandestine...

P. C.: L'immigration pose certains problèmes, mais on ne les résout pas en les thématissant de façon émotionnelle avant chaque élection pour chauffer les esprits, comme le fait votre parti.

C. B.: Les autres partis n'aiment pas quand nous parlons de cette thématique. Or, c'est une force de notre système que de permettre à l'UDC d'imposer un sujet à l'agenda politique. Et pas seulement avant les votations, du reste. – *Suite p. 50*



P. C. : L'UDC n'a pour ainsi dire pas fait grand-chose ces trente dernières années, sinon protester.

C. B. : Outre notre initiative populaire de 2014, le peuple a également accepté celle qui demandait le renvoi des étrangers criminels en 2010. C'est un peu plus que de simples protestations !

En 1992, la Suisse a refusé à 50,3 % d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE). Ce fut une victoire pour vous, Christoph Blocher. Pascal Couchepin, vous étiez au contraire un partisan de l'entrée de la Suisse dans l'EEE, et dans l'UE à plus long terme. Qu'en est-il aujourd'hui ?

P. C. : Je suis toujours d'avis que notre pays gagnerait à participer aux décisions européennes à long terme. Dans les années 90, j'estimais que la Suisse adhérerait à l'UE dans les années 2020. Aujourd'hui, je pense que la Suisse adhèrera à une Europe unie en 2050. Il n'y a jamais eu de majorité en Suisse romande pour dire que la Suisse devait rejoindre l'UE tout de suite. Mais cela doit rester une option pour le long terme.

C. B. : La Suisse ne doit pas adhérer à l'UE, ni aujourd'hui ni demain. Nous ne devons pas réduire la force de la Suisse seulement parce que les politiciens souhaitent que le pays fasse partie de ce grand ensemble. Une mainmise de Bruxelles nous ferait perdre une partie de notre souveraineté juridique. On subirait une forme de colonialisme.

P. C. : Que de propagande ! Si l'on signe librement un contrat avec l'UE, c'est comme si l'on signe un contrat de bail : on perd une partie de notre souveraineté, certes, mais volontairement, pour obtenir d'autres avantages – notamment économiques – et participer à une autre forme de souveraineté.

Qui a le plus d'influence sur le cours des idées en Suisse actuellement ?

C. B. : Il est impossible de vous donner une réponse claire, et c'est une bonne chose ! Mais sur le plan

politique, l'administration a un pouvoir énorme. De plus, notre pays ne connaît pas de parti d'opposition, car ce rôle est tenu par le peuple. Sinon, dans l'économie, les faïtières ont plus de pouvoirs que les entrepreneurs et elles sont plutôt dominées par les grandes sociétés internationales. Or, ces multinationales sont gérées par des managers obnubilés par le court terme, plutôt que par des entrepreneurs, qui doivent réfléchir sur plusieurs générations.

P. C. : L'économie n'a pas beaucoup d'influence sur le reste de la société quand la conjoncture est bonne. On entend un peu plus les entreprises quand la situation se péjore. Le problème réside en ceci que beaucoup de dirigeants de sociétés ont moins de culture politique qu'il y a vingt ans. Ils viennent souvent de l'étranger avec des idées toutes faites, à l'américaine, et comprennent mal le système suisse, ainsi que les valeurs que nous respectons. Un autre problème, d'ordre civilisationnel, nous menace : l'idée que si l'on a une opinion, elle est forcément vraie. L'amour du débat s'estompe.

La Confédération assume de plus en plus de tâches. Est-ce un problème ?

P. C. : Le problème n'est pas que la Confédération prend de plus en plus de compétences, mais que les cantons ne se battent plus pour les garder. Ils ont peur des responsabilités et ont tendance à rejeter la faute sur Berne quand une difficulté

surgit. C'est la faiblesse des cantons qui est en jeu, pas la force de la Confédération.

C. B. : Je partage ce diagnostic. Trop souvent, les cantons préfèrent déléguer, pour éviter de devoir payer la facture. Ne pas devoir décider soi-même est agréable. Le fédéralisme est un concept abstrait. Il faut mieux expliquer au cas par cas aux gens pourquoi la centralisation mène à des décisions absurdes, avec des exemples concrets. C'est ce que j'essaie de faire.

L'initiative «200 francs, ça suffit!», qui demande de réduire à cette somme la redevance radio-télé (actuellement de 335 francs), vient



© DANIEL WITTMER POUR LE REGARD LIBRE

Pascal Couchepin

1942 : Naissance à Martigny.

1963-1966 : Etudes de droit à l'Université de Lausanne, obtient une licence.

1968 : Passe le brevet d'avocat, avant de prendre la tête d'une étude.

1985-1998 : Président de Martigny.

1979-1998 : Conseiller national.

1998-2009 : Conseiller fédéral, en charge du Département de l'économie, puis de celui de l'Intérieur.

2001 : Mène avec succès la campagne en faveur du premier paquet d'accords bilatéraux avec la Communauté européenne.

2003 et 2008 : Président de la Confédération suisse.

2011 : Reçoit la Légion d'honneur.

reposer la question du rôle du service public audiovisuel et de son financement. Est-ce que vous soutenez cette initiative ?

P. C. Elle permettra une discussion intéressante et nécessaire. Même si je ne suis pas sûr que ce soit la bonne façon de faire, je partage l'idée que nous avons un problème avec l'offre médiatique actuelle. Ce problème dépasse d'ailleurs le cas de la SSR : il n'y a pas suffisamment de pluralisme, y compris dans les médias privés en Suisse romande ! Il faut en discuter, tout en gardant en tête qu'un pays comme le nôtre doit assurer une information de qualité pour l'ensemble des régions linguistiques.

C. B. Je vais soutenir cette initiative. Plusieurs éléments me gênent dans la configuration actuelle. Qu'une personne qui ne regarde jamais le service public doive tout de même payer la redevance, ou qu'une personne soit obligée de payer la redevance à titre privé puis encore une fois à travers son entreprise, sont des non-sens. Il faut y remédier. Ces dernières années, on a renforcé la position de mono-

pole de la SSR. Or je suis d'avis que les monopoles qui concernent les opinions sont encore plus dangereux que les monopoles économiques. La situation actuelle est malsaine. ■

*Ecrire aux auteurs :
jonas.follonier@lergardlibre.com
nicolas.jutzet@lergardlibre.com*

Précision pour le lecteur : Pascal Couchepin est l'un des quatre chroniqueurs du *Regard Libre* depuis septembre 2019, aux côtés de l'écrivain Quentin Mouron, de la grand reporter Sophie Woeldgen et du youtubeur Ralph Müller. Tous les quatre mois, l'ancien conseiller fédéral commente dans sa chronique un essai – ou un autre ouvrage – qui l'a particulièrement intéressé. Les avis contrastés de ces quatre chroniqueurs ne reflètent en rien un quelconque «avis de la rédaction».